L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL D'ABONNEMENT.....$10 { payable d'avance
DO. TROIS FOIS PAR SEMAINE..$10 { payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 18 MARS 1842.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRESIDENT:
WINFIELD SCOTT.
POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.
POUR MAIRE:
WILLIAM FRERET.

BANQUE DE CITE.

Le résultat de l'examen des affaires de cette banque par le "Bureau de Circulation" ne peut manquer d'être trouvé satisfaisant par les actionnaires de cette institution bien que le public en général. Nous publions les questions posées aux officiers de la banque et leurs réponses, ainsi que le certificat du Bureau de Circulation. Il nous est agréable de voir une institution quelconque triompher des perséptions dont elle a été l'objet. C'est une preuve du pouvoir de la vérité et de la justice.

QUESTIONS AU CAISSIER ET AUTRES OFFICIERS DE LA BANQUE DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS PAR LE BUREAU DE CIRCULATION.

1ERE QUESTION.

N'a-t-il eu jamais au des prets faits à quelque personne que ce soit sur billets ou lettres de change, ou de toute autre manière, sans être autorisés par la Direction ?

REPONSE A LA 1ERE QUESTION.

Il n'a jamais été obtenu d'emprunt sur billets, sans autorisation préalable de la Direction. Quant aux lettres de change, elles ont toujours été escomptées, nommément seulement et, les lettres de change ainsi reçues ont toujours été soumises à la sanction de la Direction à sa prochaine réunion et approuvées par elle.

(Signé) R. J. PALFREY, Caissier.

2.

Le Président, ou un directeur quelconque, a-t-il jamais obtenu de l'argent de la Banque par surtirage ou d'autre façon illégale ?

REPONSE A LA 2DE QUESTION.

Ni le Président, ni aucun des directeurs, n'a jamais obtenu de l'argent de la Banque par surtirage ou d'autre façon illégale.

(Signé) R. J. PALFREY, Caissier.
CHAS. A. F. RONDEAU, teneur de livres en chef.
CH. BOURCIER, teneur de livres.
R. TAYLOR, teneur de livres.

3.

A-t-il jamais été fait de prêt d'argent au Président ou à aucun directeur, ou à quelque autre personne, sans l'escompte habituel ?

REPONSE A LA 3EME QUESTION.

Il n'a jamais été fait de prêt d'argent sans l'escompte ou l'intérêt habituel.

(Signé) R. J. PALFREY, Caissier.
CHAS. A. F. RONDEAU, Teneur de livres en chef.

4.

Les livres et la caisse de la Banque sont-ils régulièrement examinés et balancés ?

REPONSE A LA 4EME QUESTION.

La caisse est régulièrement examinée par un comité nommé à cet effet *tous les mois*. Il est fait un inventaire dont copie est entrée dans un livre tenu à cet effet; cet inventaire est signé par le comité, et un rapport en est fait à la direction, à sa prochaine réunion, lequel rapport il est ordonné de faire mention au long. Tous les livres et comptes sont régulièrement balancés le 28 février et le 31 août de chaque année, et le résultat en est dûment inscrit dans un livre particulier tenu à cet effet et certifié, après avoir été soumis à l'examen d'un comité qui a été nommé à cet effet. Il n'y a jamais eu de différences dans les livres. Les balances de tous les comptes ont toujours été exactes depuis que la Banque a commencé ses opérations.

[Signé] R. J. PALFREY Caissier.
CHAS. A. F. RONDEAU, Teneur de livres en chef.
CH. BOURCIER, teneur de livres.
R. TAYLOR, teneur de livres.
J. GUILLOT, payeur.
EDWARD GUILLOT, receveur.

5.

Le Président, ou quelqu'un des directeurs, a-t-il jamais emprunté d'argent d'aucune des branches ?

REPONSE A LA 5e QUESTION.

Ni le président, ni aucun directeur, n'a jamais emprunté d'argent d'aucune des branches.

Signé R. J. PALFREY, caissier.

6.

Quel est le salaire du président, et une compensation extraordinaire lui a-t-elle jamais été accordée ?

REPONSE A LA 6e QUESTION.

Le salaire du président est de $1200 par an. En 1838, il lui fut accordé une compensation extraordinaire de $1,500 mais cela n'a eu lieu que cette seule fois.

Signé, R. J. PALFREY, caissier.

7.

La banque a-t-elle jamais perdu d'argent par la faillite d'un de ses directeurs, et s'il en est ainsi, quel est le montant de cette perte ?

REPONSE A LA 7e QUESTION.

En 1839, l'un des directeurs de la banque fit faillite, et il lui fut redu environ $5,000, mais cela tient à la valeur des biens-fonds pris pour assurer le payement de la dette. C'est la seule perte qu'ait jamais subie la banque, par un de ses directeurs.

Signé, R. J. PALFREY, caissier.

8.

La banque a-t-elle jamais subi quelque perte d'argent par la défalcation d'aucun de ses officiers, et s'il en est ainsi, quel est le montant de cette perte ?

REPONSE A LA 8e QUESTION.

En 1835, la banque perdit $4,250 par une défalcation de son portier. Aucune autre défalcation n'a eu lieu dans la mère banque. Le caissier d'une succursale de cette banque établie à Natchitoches s'est enfui, laissant dans les fonds dont il répondait, un déficit considérable, mais il n'est pas présumable que la banque perde à cela plus de $20,000.

Signé, R. J. PALFREY, caissier.

9.

La Banque de Cité a-t-elle pas des crédits ouverts en Europe, et ces crédits n'ont-ils pas servi à la banque pour obtenir l'escompte de l'argent ?

REPONSE A LA 9e QUESTION.

La banque a des crédits ouverts en Angleterre pour 70,000 livres sterling ; mais elle ne s'en est jamais servie pour obtenir de l'argent; au contraire la banque a toujours eu dans les mains de ses banquiers à Londres une balance en sa faveur.

Signé, R. J. PALFREY, caissier.

Ont personnellement comparu devant moi, J. Baldwin recteur de la municipalité 2e, et un notaire public de juge de paix dûment commissionné et assermenté : R. J. Palfrey, caissier ; C. A. F. Rondeau, teneur de livres en chef, Charles Bourcier et Robert Taylor, teneurs de livres ; Edward Guillot et Joseph Guillot, payeurs et receveurs ; tous de la Banque de Cité de la Nouvelle Orléans, lesquels ont respectivement et chacun déclaré sous serment que les réponses ci-dessus faites aux questions du bureau de circulation, faites par eux entre les mains de ce dernier, sont vraies.

Nouvelle Orléans, 16 mars 1842.

Signé, J. BALDWIN, Recteur, Recteur, Cashier.

BUREAU DE CIRCULATION, Justice de Nelle. Orléans 17 mars 1842.

Ceci est pour certifier que le bureau de circulation a soigneusement examiné la situation de la Banque de Cité, qu'il a comparé les différentes valeurs de la banque avec l'état qui lui a été soumis ; que dans son opinion le portefeuille est éminemment satisfaisant en ce que les affaires de la banque sont dans une bonne et solide position ; et de plus, autant qu'il a pu en juger par l'examen qu'il vient de faire, que les opérations de la Banque de Cité ont été conduites de manière à lui être utile, profitable aux actionnaires et à faire honneur à ceux qui ont été chargés de son administration.

Par ordre du bureau,
R. D. SHEPHERD, président.

THEATRE ITALIEN.—Mercredi soir ont commencé à la Salle d'Orléans, les représentations de la troupe italienne, et *Marino Faliero* a fait les honneurs de notre scène. Nous n'avons pas besoin de dire que l'accueil le plus flatteur a salué les chanteurs et l'opéra. *Marino* cependant ne se produisait pas dans tout son éclat : M. Salvatory était malade. M. Bartolini, par pur dévoûment, consenti à chanter le rôle difficile du Doge, et nous devons dire sur-le-champ qu'il s'est tiré d'une façon fort satisfaisante, d'une aussi périlleuse épreuve : il avait à lutter contre les souvenirs récents d'un homme qui a, en quelque sorte, marqué pour nous ce rôle d'une empreinte personnelle, aussi c'est beaucoup, ce nous semble, que d'avoir réussi à se faire écouter avec plaisir. Mais la justice rendue à M. Bartolini a tourné au profit de son chef d'emploi : on a compris tout ce qu'il fallait de talent pour imprimer au Doge ce caractère de grandeur et de sensibilité dont M. Salvatory suit le revêtir; la comparaison qui s'établi ait d'elle-même, a fait ressortir avec un nouvel éclat la puissance dramatique et le merveilleux talent musical de ce noble artiste : elle a donné une éclatante consécration aux éloges que plus d'une fois nous lui avons accordés.

Mme Rossi, M. Perozzi, M. Cecconi se sont montrés tels que nous les connaissions: peut-être, cependant, éprouvaient-ils une certaine émotion en paraissant pour la première fois sur une nouvelle scène; cette émotion était surtout visible chez Mme Rossi et nous la trouvons bien naturelle. Cette artiste se demandait sans doute l'impression qu'allait faire son talent large, puissant, audacieux, sur un public qui a tant de sympathie pour l'élégance et la grâce, non moins que pour l'heureux mélange de réserve et de modération. Elle a du reste été bien vite rassurée par de chaleureux applaudissemens; elle s'est laissée aller à ses inspirations, et le troisième acte a été, comme d'ordinaire, pour elle un triomphe véritable. Elle était dans la coulisse depuis quelques minutes que les bravos retentissaient encore.

L'effet général a été tel que nous l'attendions : la soirée paraît pleine pour ces artistes qu'on a vus sur la vaste *stage* de St. Charles, on est en quelque sorte gêné pour eux, et peut-être eux-mêmes ne s'y sentent-ils pas tout-à-fait à l'aise. On a d'ailleurs pu se convaincre de la réalité d'une observation que plus d'une fois déjà faite bien souvent : la salle est constamment froide dans les plus mauvaises conditions possibles ; que, que soit la température extérieure, on gèle dehors des couliesses, et l'orchestre est trop élevé. Aussi la voix des chanteurs ne va point par naturellement vers les auditeurs, elle s'amortit en quelque sorte lorsqu'elle y arrive, et l'accompagnement la couvre trop souvent. Ces défectuosités inhérentes au local ne sont du reste sensibles que par comparaison : elles n'empêchent pas les Italiens de compter à la Salle d'Orléans d'aussi beaux triomphes qu'au Théâtre St-Charles.

M. S. Samson, ex-directeur d'école en France et depuis fort longtemps dans le pays où il s'est livré à l'instruction de la jeunesse, vient d'ouvrir une institution.

M. Samson ne peut manquer le réussir dans cette belle carrière, et nul doute que les pères de famille ne lui confient leurs enfants; ils auront le double avantage de leur procurer une instruction solide et sans leur faire quitter le pays.

M. S. dans un avis inséré aujourd'hui dans nos colonnes d'annonces, donne le programme des cours suivis dans son établissement.

COUR CRIMINELLE.

La curiosité avait attiré aujourd'hui une foule peu ordinaire à la Cour Criminelle. Les bancs des témoins étaient occupés par un grand nombre des artistes du Théâtre d'Orléans qui devaient donner leur témoignage dans une affaire de vol de bijoux; mais vers les 2 heures tout le monde avait disparu aussitôt que Son Honneur le juge eut renvoyé cette cause à mardi prochain.

La Cour qui ne s'est ajournée que fort tard s'est occupée des affaires suivantes:

William Davis alias Rooks, alias Weston, a été trouvé coupable de résistance envers le Watchman Robert Hoez dans l'exercice de ses fonctions le 9 mars dernier.

J. McClain, accusé d'avoir le 10 février dernier, cherché à faire passer à la Banque du Commerce, un faux check de la somme de $475 87 1/2, a été, malgré la défense de son avocat, reconnu coupable par le jury.

Cet accusé qui ne paraît pas être âgé de plus de 22 ans est totalement illétré.

Almon Baldwin, accusé d'avoir fait usage de faux billets de la Banque du Nord du Kantucky, pour une somme s'élevant à 951 piastres a été reconnu coupable par le jury.

L'avocat chargé de la défense de Baldwin n'était point présent à la Cour lors de l'appel de cette cause, M. L. U. Grisnioi a généreusement offert le secours de sa talens à l'accusé, et quoiqu'il ne fut pas préparé à la défense de cette cause, il a su si bien tirer parti des moindres incidens en faveur de son client que le jury a ajouté à son verdict qu'il recommandait Baldwin à la clémence du juge.

Le capitaine du navire *Oneco*, arrivé dans notre port hier matin, déclare avoir vu à Portsmouth la frégate anglaise *War Spite*, qui n'attendait pour mettre à la voile que l'arrivée de Lord Ashburton. Ainsi donc une chose est bien certaine: si le *Caledonia* est parti ce qui nous ne pouvons encore croire, Lord Ashburton, lui, arrivera prochainement sain et sauf à Washington.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Jeudi, 17 mars 1842.

La chambre s'occupe de l'acte amendant l'acte qui a pour objet d'accorder une compensation à MM. Trastour, Carpenter et Forshear, et le discute en comité général.

M. Carter propose un remplacement du bill primitif un autre bill qui accorde à chacune des personnes ci-dessus nommées, une somme égale. La proposition est rejetée, et le bill est déposé sur le bureau sujet à l'appel.

Sur motion de M. Winchester la chambre s'occupe du bill qui a pour objet d'amender l'acte relatif aux banques. Le bill permit aux banques qui n'ont pas accepté le bill d'augmenter leur circulation sous certaines restrictions. MM. Ratliff et Canon font opposition au bill; M. Winchester en entreprend la vindication. Un amendement à l'effet de limiter les dispositions du bill, à la banque d'Union est rejeté. Après une assez longue discussion entre M. Canon et le général Thomas, la première section du bill est adoptée par 19 voix contre 14.

M. Voorhies, du comité des enrôlemens, annonce qu'il a soumis au gouverneur, pour être par lui sanctionnés, divers bills et résolutions.

La chambre se constitue en comité général pour poursuivre l'examen du bill des revenus. M. Morse propose d'amender la section 29 en limitant à 1-2 pour cent les droits imposés sur les ventes, faites à l'encan par lots, et en établissant que la commission due par les encanteurs n'excèdera pas 2 pour cent. M. Hunt dénonce l'amendement: il ne faut faire aucune diminution dans les droits et commissions dues par les encanteurs. M. Hunt a su étayer son raisonnement de preuves irréfutables qui accusent en lui une grande connaissance du commerce.

La section qui impose une taxe de cinq piastres sur chaque nègre vendu par les courtiers de nègres, est prise en considération et adoptée.

La 4me. section impose une taxe de 10 pour cent sur les [illegible] dans un district autre que celui [illegible] dans les Etats de l'Union. M. Ratliff propose de fixer le chiffre de l'imposition à 5 au lieu de 10. L'amendement est rejeté et la section adoptée. Les sections 5 et 6 sont déposées provisoirement sur le bureau.

La discussion des diverses sections du bill a rempli le reste de la séance.

Deux compagnies du 3me régiment d'artillerie, commandées par le lieutenant VAN VLIET et Tompkins, sont arrivées avant-hier de Cedar-Keys. Elles doivent bientôt s'acheminer vers les forts Pike et Wood.

GRAVE INONDATION.—On lit dans la *Sentinelle* de Vicksburg, du lundi dernier :

"Les nouvelles qui nous arrivent tous les jours des hauts, sont de plus en plus alarmantes. Nous apprenons de divers passagers que toutes les rivières qui se jettent dans le Mississippi ont déposé la marque la plus haute en eux. L'Arkansas, le Tennessee, le Cumberland, l'Ohio, le Missouri, et le Haut-Mississippi ont atteint une effrayante élévation. Le fleuve, vis-à-vis de notre ville, est plus haut qu'il ne l'a encore été depuis deux ans, et une inondation nous paraît inévitable. L'habitation du docteur Nott, située à quatre milles au-dessus de *Milliken's Bend* est déjà sous l'eau.

ECOULEMENT.—Nous venons d'apprendre, dit le *Louisiana Chronicle* du 12, qu'environ dix arpens de terre situés sur la rive gauche du Mississippi, à quelques milles au-dessous de l'embouchure de la Rivière-Rouge, ont été engloutis par le fleuve, il y a quelques jours.

MEURTRE.—Un esclave nommé Cyrus, appartenant à M. Robert McCausland, de la paroisse d'Ouest-Feliciana, a commis un meurtre, le 10 courant, sur la personne d'un autre nègre appartenant au même propriétaire. Le meurtrier a été arrêté, et sera bientôt jugé.

Une sorte d'ouragan s'est fait ressentir à Nashville, le 6 de ce mois. Il y a eu comme d'ordinaire, des toits enlevés, des clôtures renversées, etc. etc., et rien d'autre.

La législature de l'Ohio s'est ajournée le 7 du courant.

Les Séguins sont arrivés à Charleston, le 10 courant; ils se proposent d'y séjourner quelques temps.

EXTERIEUR.

Par le navire *Oneco*, et grace à l'obligeance du capitaine Drew, nous avons reçu des journaux du Havre jusqu'au 27 janvier et de Paris jusqu'au 24 seulement.

FRANCE.

La chambre des députés était encore occupée à discuter le projet d'adresse. Sur le traité accordant le droit de visite réciproque, la discussion a été des plus vives et ne s'est terminée que par un amendement qui est dirigé dit-on, contre la ratification du traité, mais qui n'obtiendra probablement pas ce résultat à cause de vague et de l'extrême réserve de sa rédaction. C'est une sorte de recommandation, rien de plus. On dit au ministère, en d'autres termes, soyez prudents mais j'approuve d'avance tout ce que vous ferez.

"Il paraît, dit le *Courrier Français*, que c'était d'abord l'intention de M. de Salvandy de prendre la parole lors de la discussion de l'adresse, et de répéter littéralement le contenu d'une des dépêches les plus étranges qu'il ait jamais expédiées de Madrid et de Bayonne. M. Guizot a travaillé pendant deux jours assidûment à l'effet de s'assurer de son silence, mais s'ayant pu parvenir à l'emporter sur sa vanité et son obstination, le ministre des affaires étrangères a remis, dit-on, la question au conseil des ministres. Le résultat est facile à deviner : M. de Salvandy a reçu l'ordre de ne pas parler. Obéira-t-il maintenant à cette injonction ? ou se croira-t-il en droit d'user d'un privilége dont personne ne peut ni ne doit être privé : celui de dévoiler hautement sa pensée au pays en sa qualité de député ? Jusqu'à ce moment, M. de Salvandy n'est encore descendu de la tribune, une seule fois exceptée. S'il persiste à agir de cette façon, il fera preuve d'un désintéressement rare, et que certainement M. Guizot n'a pas mérité."

Ce qui semble confirmer ces réflexions c'est le silence qu'a gardé jusqu'à ce jour l'ex-ambassadeur en Espagne. On lit en effet dans la correspondance générale du *Journal du Havre* du 26 janvier :

"Nous avons annoncé qu'il avait été décidé en conseil des ministres que M. de Salvandy serait invité à ne pas prendre part à la discussion sur les affaires d'Espagne. Le fait a confirmé hier ce que nous avions avancé. Bien que M. de Salvandy ait été en quelque sorte sommé par M. Durand [de Romorentin] de monter à la tribune pour donner des explications que lui seul pouvait donner, M. de Salvandy est demeuré à son banc.

Le maréchal Soult, ministre de la guerre, a fait subir d'importantes modifications à l'ordonnance royale du 29 décembre 1839, par laquelle la France a été divisée en 21 grandes sections ou divisions militaires, subdivisées en classes. Les sections seront désormais subdivisées de la manière suivante : 30 seront rangées dans la première classe, et 49 dans la seconde, de sorte qu'il y aura 79 subdivisions. La première grande division, dont Paris est le chef-lieu, est repartie en trois subdivisions de la première classe, comprenant les départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, et Loiret ; et trois de la seconde classe ; Oise, Eure-et-Loire, et Aisne.

—Des dépêches, que vient de recevoir l'Afrique M. le Ministre de la guerre, apprennent que l'expédition, qui se pourrait dans l'ouest de la régence, a déjà réalisé la soumission de nouvelles tribus. Dans de fortes places et un nouvelle teme continuel, qui aux fièvres et aux combats incessans, font succéder les plus cruelles privations, les colonnes expéditionnaires à ralentir leur marche à travers les contrées rares routes tracées, et presque partout profonds et de larges ruisseaux, sur lesquels on ne rencontre pas un pont. Tlemcen une fois occupée, dont on vient de faire choix pour cantonnement d'hiver, sera probablement installé.

Abd-el-Kader, que l'on avait dit s'être réfugié en territoire de Maroc, était toujours renfermé dans le territoire de Tlemcen. Convaincu que ses espérances de résistance de sa part, il avait fait de l'inutilité d'une résistance de sa part, il avait fait sortir de la ville sa famille et ses objets précieux qui, sous l'escorte de quelques cavaliers, ont été conduits en lieu plus sûr.

L'opinion de nos généraux, dans la province d'Oran, est qu'il est maintenant impossible qu'Ab-el-Kader, qui s'est depuis long-temps de faire la guerre dans tout l'Ouest de notre colonie. Il sera obligé de se rejeter du côté de l'Est; mais vers quel point? c'est ce qu'il sortir de la ville sa famille et ses objets précieux qui, sous l'escorte de quelques cavaliers, ont été conduits en lieu plus sûr.

L'opinion de nos généraux, dans la province d'Oran, est qu'il est maintenant impossible qu'Ab-el-Kader, qui s'est depuis long-temps de faire la guerre dans tout l'Ouest de notre colonie. Il sera obligé de se rejeter du côté de l'Est; mais vers quel point? c'est ce qu'il serait difficile de prévoir, car partout il ne rencontrera que de la répulsion de la part même des tribus qui auparavant lui étaient les plus dévouées.

—On vient de fonder, à Preth, en Hongrie, sous le nom de *Sion*, un journal écrit en Italien. Le premier numéro de ce journal porte une épigraphe en hebreu et une autre en grec.

—Voici le jugement prononcé dans l'audience du 25 janvier, par la 6e Chambre du tribunal de police correctionnelle, dans l'affaire Lebon :

"Condamne Lebon à cinq ans d'emprisonnement, 3,000 fr. d'amende ; ordonne qu'après l'expiration de sa peine il demeurera, pendant dix ans, interdit des droits civiques, civils et de famille, énumérés dans l'art. 42 du code pénal. Le condamne par corps à payer à la dame Lemery 56,000 fr. avec les intérêts du jour de la demande ; à M. Morey, 75,900 fr. avec intérêts du jour de la demande ; aux sieurs de Romecourt et de Dijonville, la somme de 1,000 fr. à titre de provision ; au négociant de Mac-Carty, la somme de 181,075 fr. 25 c., montant en capital et intérêts des sommes détournées à son préjudice ; condamne Lebon aux dépens et fixe à dix années la contrainte par corps."

—M. de Forbin Janson, évêque de Nancy, arrivé, depuis peu à Paris, vient de partir pour Rome.

—La National du 23 ayant annoncé qu'une scène très vive avait eu lieu entre le maréchal Soult et M. Laurence, directeur des affaires de l'Algérie, à cause de certaines extravagances de son administration, cause de sa négligence et de son incapacité, le *Moniteur* du 24 vient donner un démenti formel à ces assertions. "Non seulement la scène n'a jamais eu lieu, mais les prétendus motifs de cette scène sont une calomnie odieuse contre cet employé ainsi qu'on le prouvera lors de la discussion du budget."

—La *Vigie du Morbihan* rapporte qu'un homme qui avait épousé une femme ayant déjà un petit garçon, avait élevé cet enfant de la manière la plus cruelle. Après avoir dépouillé l'enfant de ses vêtemens il l'a mis devant un grand feu pour le rôtir; mais comme la besogne n'allait pas assez vite à son gré, il a plongé la malheureuse créature dans un chaudron d'eau bouillante. Ce double crime est arrêté.

—Une pauvre veuve, nommée Aximont, de la commune de Bras, près Toulouse fut condamnée à payer une légère amende pour infraction à la loi avec emprisonnement en cas de non paiement de l'amende. Un gendarme nommé Marteau fut, par suite, envoyé, avec un de ses camarades, pour l'arrêter. Arrivés chez elle, la mère de la pauvre femme poussa des grands cris et le désespoir de quatre petits enfans si vif, que Marteau paya l'amende et les frais (23 francs) et libéra aussi cette qu'il avait mission d'arrêter.

Cet acte de bienfaisance étant venu à la connaissance du Maréchal Soult, il a donné immédiatement ordre à Marteau la première place de brigadier qui sera vacante dans la légion. Sachant aussi qu'il n'avait d'autres re-sources que sa paie, le maréchal Soult lui a fait rembourser la somme qu'il avait si libéralement donnée.

—Parmi les travaux qui vont être immédiatement entrepris par la ville de Paris pour donner de l'occupation aux ouvriers sans travail, on compte la construction de la prison modèle rue Traversière St. Antoine, le nivellement des Champs Elysées, et la continuation des travaux d'amélioration aux boulevards extérieurs.

Tout cela emploiera, dit-on, de 4,000 à 5,000 personnes.

—Le ministre de la guerre a décidé que les soldats dont le temps de service expirera à la fin de l'année et qui sont maintenant en congé dans leurs familles, ainsi que les hommes de la classe de 1835 qui ne sont pas maintenant incorporés, finiront leur temps de service dans leurs foyers ; les ré-engagés sont exceptés de cette disposition, bien entendu.

FRANCE.

Le *Sea Lion* parti du Hâvre le 28 janvier nous apporte le *Journal des Débats* et le *Siècle* jusqu'au 26 du même mois, nous en extrayons à la hâte quelques paragraphes que nous compléterons demain.

L'attention publique est principalement surtout de la discussion de l'adresse qui avait commencé le 17; nous en donnerons un sommaire ou nous tâcherons de lui conserver quelque chose de l'intérêt qu'elle nous semble posséder. Les nouvelles d'Alger ne confirment pas la retraite d'Ad-el-Kader sur le territoire de l'Empire de Maroc; mais elles sont de la nature la plus favorable.

—Le gérant du Siècle, M. Louis Perrée, a comparu devant la Cour des Pairs, et il a été condamné à un mois de prison et dix mille francs d'amende, la noble. Cour n'a pas tenu compte de l'intervention de M. Chambolle, député et rédacteur en chef du Siècle qui avait assumé le responsabilité de l'article incriminé.

ALGER.

4 *Janvier*—Entre Mascara et Mostaganem tout, est [illegible] la soumission. La grande tribu des Hordjia, au nombre de 1,000 individus, est venue [illegible] dans les jardins de Mazagran et autour de Mostaganem. Elle a été prise en masse avec tout son bétail dans des ravins où elle s'était réfugiée au moment où l'on pourrait une autre tribu et on ne songeait pas à elle.

Le général, dans une tournée poussée jusqu'à Tekedempt, a recueilli aussi des soumissions et provoqué la désertion d'un grand nombre de réguliers.

L'abondance de toutes choses est si grande que le général de Lamoricière écrit qu'on ne lui envoie rien pour le ravitaillement de Mascara.

Douze tribus des environs de Tlemcen se sont formées en confédération, sous la protection française, et ont pris pour chef un indigène très influent qui paraît vouloir faire concurrence à Abd-el-Kader.

Enfin, l'émir est à Tlemcen, dit-on, et sa présence, surtout depuis que sa tête a été mise à prix par quelques-une de ses principaux ennemis.

Bouhamedi, l'ex-khalifah de Tlemcen, n'a plus d'autorité, et son bataillon s'est dissipé de lui-même.

ESPAGNE.

Les dernières nouvelles de Madrid ne vont que jusqu'au 15 et ne présentent pas un bien grand intérêt. On pensait que plusieurs amendemens hostiles au ministère seraient proposés et adoptés à la Chambre des Députés sur l'adresse en réponse au discours du trône. On parlait aussi d'une armée de 40,000 hommes et d'un nouveau ministère dans la Vieille Castille mais on ignorait à quoi elle devait être employée.

Le *Phare* de Bayonne annonce, qu'à Figueras, Catalogne, le nouveau conseil municipal avec le républicain Ablon Terradas à sa tête, s'est refusé de prêter le serment de fidélité au nouveau Juge-Mayeur, et que cependant Ablon Terradas a été arrêté.

Espartero a conféré la grande croix de l'ordre de Charles III à M. Lafon, le capitaliste espagnol.

L'émotion causée en Espagne par la défaite de M. Salvandy n'est point encore apaisée, cependant la réflexion a dû calmer beaucoup les esprits. Les journaux de tous les nuances déclarent que pour une question d'étiquette, il est impossible que deux nations amies en viennent aux mains. Nous remarquons toutefois un ton de persiflage dans les feuilles ministérielles. La France n'ignorait pas, dit l'*Espectateur* du 18, quelle était la position de l'ambassadeur français auprès de la cour d'Espagne. Plusieurs journaux ont annoncé que les bataillons de garde civile devaient être supprimés et les bataillons de fusiliers de Ferdinand VII organisés à leur place. Démentis.

D'un autre côté le *Constitutionnel* prétend que le gouvernement Rome a donné l'ordre à toutes ses garnisons sur la frontière de se renforcer ; les Anglais ayant pénétré dans la province de Navarre (apparemment en partie à l'Aragonaise) dans laquelle la ligne de démarcation du territoire Persan n'est pas parfaitement déterminée.

—Une lettre de Vienne, insérée dans la *France*, annonce que le duc de Bordeaux est parfaitement rétabli et qu'il partira incessamment pour Goritz.

—Le froid paraît s'être fait cruellement sentir cette année dans des pays où la température est ordinairement fort douce. A Tunis, le 3 janvier, les routes étaient rendues impraticables par la neige et les courriers de France et d'Italie étaient par la même raison arriérés de deux jours. Il en était de même des diligences de Vienne et de la Hongrie, à Rome le 9 janvier le sol fut couvert de neige pendant plusieurs heures et le 13 les collines d'Albano et de Tusculum étaient encore couvertes de neige. Le froid était de 5 degrés de Réaumur au-dessous de zéro ou 22 de Farenheit, ce qui est fort extraordinaire dans les Etats Romains. A Madrid, où le froid est, il est vrai moins rare, la glace formée sur le grand bassin du palais de Buen-Retiro avait pleasurem pour deux jours deux pieds d'épaisseur. Le palais dont été trouvées morte de froid à Sarragosse et une autre à Parragono. A Carthagène, où le froid se fait rarement sentir, le thermomètre est tombé pour la première fois depuis quarante ans au-dessous de zéro. A Valence la neige est tombé pendant plusieurs heures et le thermomètre est tombé à quatre degrés de centigrade au-dessous de zéro.

De pareilles nouvelles ont été reçues de Burgos, de Barcelone et de Cordoue. En beaucoup d'endroits les vignes ont été gelées. A Alger, le thermomètre est tombé à trois degrés au-dessous de zéro, ce qui n'était pas arrivé, dit-on, depuis vingt ans.

NOUVELLES DE FRANCE ENCORE PLUS RECENTES.

Le navire *Louis XIV*, capitaine *Juge*, arrivé hier soir du Havre, a apporté des journaux de cette ville jusqu'au 31 janvier inclusivement. Ils ne contiennent que peu de détails sur l'adresse de la chambre des Députés; néanmoins nous en avons tiré les extraits suivants :

—On écrit de Toulon, sous la date du 25 janvier, que les vaisseaux le Friedland, le Jemmapes, le Généreux et la Ville-de-Marseilles, partis de ce port pour le Levant, sous les ordres de M. Cosmao, capitaine de vaisseau, sont arrivés à Ourlac, golfe de Smyrne, où la frégate la Calypso, est allé les rejoindre. Ils ne tarderont pas à être ralliés par le contre-amiral La Suisse, commandant Pescadre du Levant, qui a dû quitter Smyrne le 10 janvier, avec les vaisseaux l'Inébranlable, le Saint-Louis, et le bateau à vapeur l'Archimède. Ainsi, nous comptons en ce moment à Ourlac, non loin de l'embouchure des Dardanelles, six vaisseaux, une frégate et un paquebot. Ce nombre est suffisant pour empêcher la dissimulation que se sortir ou d'attaquer soit la Grèce, soit Tunis. Les Anglais n'ont fait aucun mouvement de plus qu'aucun vaisseau dans le Levant, et tous ceux qui sont restés dans la Méditerranée se trouvent à Malte."

—L'adresse de la chambre des Députés au discours de la couronne, a été votée le 29, après douze jours de vives discussions, par 240 voix contre 156.

—Le maréchal Soult était très sérieusement malade. Ses jours étaient assez en danger pour qu'on eût cru devoir s'occuper, dans les petits appartemens de M. Guizot, de ce qu'il y aurait à faire si la santé du président du conseil ne s'améliorait pas.

—Un sinistre épouvantable a eu lieu sur la Loire, le 27 janvier dernier. Le bateau à vapeur le Rivarain, qui se rendait de Nantes à Angers, a fait explosion à Ancenis. Plus de trente personnes ont été échaudées, et trois chauffeurs tués.

ELECTION DE LA BANQUE DE CITE.

☞ LES actionnaires de la Banque de Cité étant parfaitement satisfait des l'administration de cette institution, soutiendront le ticket suivant à la prochaine élection:

JUSTICE:

S. J. Peters,	H. Lockett,
W. H. Avery,	F. Jouby,
Manuel White,	H. Casey,
J. B. Bell,	J. E. Lilly,
Pierre Sauvé,	R. Hubbard,
Wm. Flower,	Th. Shute.

19 mars—4

CANDIDATS POUR LA PLACE DE MAIRE.

A Messieurs les Editeurs de l'Abeille.
Messieurs,

Après l'avoir publié dans votre journal qu'à la demande d'un grand nombre de ses amis, M. WILLIAM FRERET a consenti à être de nouveau candidat à la place de Maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, à la prochaine élection. 19 janv

☞ Nous sommes autorisés, par ses nombreux amis, à annoncer que M. DENIS PRIEUR est candidat pour la place de Maire de la Nouvelle-Orléans, à l'élection prochaine, et qu'il sera soutenu dans les trois Municipalités.

POUR LES PLACES DE RECORDERS.

Messieurs les éditeurs,

Veuillez annoncer dans votre journal que L. U. GAIENNIE a consenti à être candidat pour la place de Recorder de la seconde municipalité, et qu'il sera soutenu par un très grand nombre de votants sans distinction de parti.

Messieurs les Editeurs,—Veuillez annoncer que M. ALFRED J. LEWIS, est candidat pour la place de RECORDER de la Troisième Municipalité, M. George Y. Bright s'étant retiré.

1 m—☞ MAJORITE.

Messieurs les Editeurs de l'Abeille,
Messieurs,

Veuillez annoncer qu'un grand nombre de votants des différents districts de la 3e. Municipalité, convaincus que M. GEORGE Y. BRIGHT a rempli les devoirs de sa charge avec zèle, fermeté et impartialité, ont résolu de soutenir à la prochaine élection ledit Recorder, persuadés qu'ils sont que M. Bright ne fera pas défaut à l'appel de ses concitoyens et qu'il continuera à occuper de la place à mériter l'approbation de tous ceux qui veulent le bien public. PLUSIEURS VOTANTS.

Nombre de votants du cinquième District de la première municipalité soutiendront Mr. ZEPHIRIN LATOUR comme candidat pour la place d'Alderman de ce district au conseil.

Vendanx Trimé.

ECOLE ANGLAISE ET FRANÇAISE,

Rue Bourgogne, No 261.

Dirigée par Br. SAMSON.

Le Directeur de cet établissement a l'honneur d'annoncer au public, que les cours d'Anglais, de Français, de mathématiques, de tenue de livres, etc. sont en plein exercice dans son institution.

Il a long-temps expérience dans l'enseignement (18 ans); le grand nombre d'élèves des deux sexes à qui il compte dans le communauté Louisianaise, en sont une preuve suffisante; que de bons professeurs, lui font espérer un partage de ceux qui ont à cœur de donner à leurs enfants, une instruction solide et une bonne éducation.

Le cours du soir, subdivisé en cours commercial et en cours industriel, est ouvert aux jeunes gens depuis le lever du soleil.

Prix modérés.

Référence:—MM M. Cruzat, Turcaud, notaire; Blanc, banquier; J. Reyne, Conway, Bayer, chef d'institution.

20 mars—19, 21, 23, 26 et 1er 6m. Br. SAMSON.

AUX CONSTRUCTEURS.

LES soussignés du Théâtre St. Charles et de l'Arcade des Haine recevront des soumissions au bureau de la Compagnie d'assurance contre le feu, Commerce, Chartres, pour reconstruire ces édifices, jusqu'au 24 du courant. Les conditions et les plans pourront être vus au bureau, et plus d'informations seront données par Mr. J. H. Caldwell.

19 mars—3

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1842.

AVIS aux créanciers de la succession de Mr. Joseph Tabary, de parter leurs créances pour être soumises, au Conseil, chez Mr. T. Seghers, notaire, No 81 rue St. Louis. P. BATHI,
19 mars—3 executeur testamentaire.

BANQUE DE L'UNION DE LA LOUISIANE,

Nouvelle Orléans, 17 mars 1842.

UNE assemblée générale des actionnaires de cette institution est par le présent convoquée pour avoir lieu lundi 18 avril prochain à 10 heures du matin, à l'effet de délibérer sur la situation de la Banque, et sur l'acceptation ou le rejet d'une loi amendant la charte actuelle de cette banque et d'une autre amendant le premier article de la charte primitive de la même banque, et sur l'acceptation ou le rejet d'une loi amendant le premier article de la charte de la Nouvelle Orléans et d'une autre amendant la première section de la charte de la Nouvelle Orléans, Jefferson et Lafayette, et pour autoriser la Banque, et pour l'effet de délibérer sur la création de nouvelles banques dans les différentes banques de la Nouvelle Orléans et pour d'autres objets.

Par ordre du bureau,
JOHN NICHOLSON, Caissier.

BANQUE DES AMELIORATIONS.

Nouvelle-Orléans, 17 mars 1842.

UNE assemblée générale des actionnaires de cette institution aura lieu le lundi 18 avril prochain, à 10